

Déclaration liminaire SUD au CSAE du 26 septembre 2023

Aujourd'hui en CSA la direction générale nous réunit en présentiel sur des points d'information et nous nous étonnons que la séance prévue le 19 octobre portant sur le Rapport Social Unique 2022 se tienne en visioconférence. Ce sujet d'importance mérite selon nous a minima un débat en présentiel. La mise à distance des représentantes et représentants du personnel marque-elle la volonté de se passer d'un débat approfondi ?

Nous demandons que ce document qui demande un énorme travail d'analyse nous soit transmis bien en amont. Les 8 jours réglementaires ne suffiront pas.

Selon les discours institutionnels, tout irait pour le mieux :

- le plan de responsabilité sociale et environnementale (RSE) et le plan de maîtrise de l'énergie (PME) sont réalisés et nos consommations baisseraient, ¹
- les postes de chaires de professeur junior (CPJ) seraient mieux pourvus que l'an passé,
- l'IFSE de certaines catégories du personnel serait en passe d'augmenter jusqu'aux cibles de la LPR (déjà atteintes pour les catégories les plus basses).

Mais c'est l'arbre qui cache une forêt mal en point:

- le pouvoir d'achat des personnels a énormément baissé, et 1.5% de salaire en plus au 1^{er} juillet ne vont pas compenser 25% d'augmentation des produits alimentaires
- on recrute toujours plus de précaires (merci la Loi de Programmation de la Recherche) sans avoir plus de possibilités de promotions pour les titulaires
- on externalise de plus en plus de fonctions essentielles : ménage, restauration, entretien de chauffage, de climatisation, des véhicules de service, maintenance des logiciels – finances, badgeuse, etc. A quand la centrale d'appel à l'autre bout du monde ?
- on parle de QVT (qualité de vie au travail) mais combien taisent leur mal-être face aux évolutions en cours ? Les nombreuses démissions en sont le reflet et nous interrogent aussi sur la perte de sens au regard de notre mission de service public. Les difficultés croissantes à recruter sur certaines missions sont un indicateur inquiétant de la baisse d'attractivité de l'INRAE. Le risque est celui du non-renouvellement de compétences pour des métiers essentiels au travail de l'Institut.
- le nombre d'apprenti-es stagne à moins de 40 par an, malgré un vivier important de maîtres et maîtresses d'apprentissage
- dans nos nouvelles instances rétrécies, la parole des représentant-es élu-es du personnel est contrainte par l'application stricte des textes qui prive de droit à la parole les suppléants et les suppléantes
- de nouvelles coupes budgétaires menacent les services publics en 2024, et le gouvernement annonce qu'il n'assurera que partiellement les augmentations de salaires obtenues après bien des compromis et des glissements vers les logiques de primes. Les EPST et universités devront compenser partiellement via leurs fonds propres.

Nous reposons de nouveau la question avec insistance : la recherche publique est-elle à la hauteur des urgences sociales et environnementales ? En avril dernier le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres s'exprimait ainsi :

"Le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat est une litanie de promesses climatiques non tenues. C'est un dossier déshonorant, où sont énumérées les promesses vides qui, inéluctablement, nous mènent sur la voie d'un monde invivable.

Nous approchons à toute allure de la catastrophe climatique :

Des grandes villes submergées.

¹ Ces données ne tiennent pas compte du report des dépenses énergétiques et de toutes les autres consommations (alimentation, eau, ...) sur les télétravailleurs-euses (avec un télétravail possible jusqu'à 144 jours), sur les prestataires, les fournisseurs, les livraisons, les data-center...

*Des vagues de chaleur sans précédent.
Des tempêtes terrifiantes.
Des pénuries d'eau généralisées.
L'extinction d'un million d'espèces végétales et animales.
Ce n'est là ni fiction, ni exagération."*

... alors que nous avons vécu encore un été catastrophique : vagues de chaleur qui ont tué de nombreuses personnes y compris en France jusqu'en septembre, sécheresse, inondations, incendies gigantesques, et bien d'autres drames partout dans le monde.

Certaines des réponses imposées par les logiques gouvernementales devraient être mises en débat car elles orientent profondément l'appareil de recherche. Et ce n'est pas le techno-solutionnisme promu par les PEPR dans le triptyque "numérique, robotique et génétique" qui va nous rassurer. En suivant cette orientation, l'INRAE s'éloigne de fait de son ambitieux plan stratégique 2030.

Sujet d'actualité brûlant, les NBT (New Breeding Technologies)² ou NGT (New Genomic Techniques)³: les nouvelles variétés végétales issues de ces biotechnologies sont en passe de ne plus être considérées comme des OGM. Ne cédon's à la pression d'un ministère de l'agriculture qui sommerait l'INRAE de « rattraper son retard sur les biotechnologies dans le domaine végétal ». Alors que le PEPR "Sélection végétale avancée" (SVA) a été présenté le 22 septembre, la direction a sollicité des entretiens exploratoires autour d'une demande : « comment instruire/traiter la question vive des NBT au sein d'Inrae ? ». Ceci nous prépare-t-il à la fabrique d'un consentement social ? Devons-nous en conclure que l'INRAE fera l'économie d'un débat ouvert ?

Dans le message SUD à tout le personnel le 3 août, à l'occasion du jour du dépassement, nous déplorions l'absence de propositions concrètes d'un représentant de la Direction générale à France inter. Dans la même émission, Laurence Tubiana, économiste, universitaire et diplomate, mentionnait la baisse d'usage des pesticides au Danemark et appelait à un débat apaisé, car il est urgent d'y arriver ensemble, c'est une question de survie. Quand le verrouillage du système de production agricole est si bien connu et documenté (comme dans le cas de l'échec du plan Ecophyto), n'est-ce pas le rôle de la recherche publique que de prendre ses responsabilités pour contribuer à sortir des impasses ? Alors que la réautorisation du glyphosate est en discussion à Bruxelles, il est vital que l'Institut rappelle la possibilité d'alternatives à ce poison. L'heure est à l'action pour la recherche publique, pas à une communication prudente.

L'ambitieux plan RSE bas carbone, que nous attendons comme beaucoup de collègues, aura-t-il parmi ses objectifs des fermes INRAE contribuant au non-dépassement ? A quelle échéance ?

Pour finir sur une note optimiste, notre chance est d'avoir à l'Inrae des hommes et des femmes, prêts et prêtes à se mobiliser pour un futur plus désirable. Comme l'écrivait justement le triste rapport Gillet : « faisons-leur réellement confiance, à ces personnels scientifiques ». Cessons de les enfermer dans des appels d'offres contraints et sans cesse renouvelés qui les obligent à se perdre dans des obligations administratives sans fin. Redonnons-leur les moyens récurrents et collégialement répartis d'assurer leurs missions.

² Nouvelles techniques de sélection

³ Nouvelles techniques génomiques